

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: MARDI 6 MAI 2008

Mardi, la CDD-16 a abordé le développement rural et les interconnexions entre l'agriculture et le développement rural. Les délégués ont également complété leur examen des vues régionales sur les points de l'ordre du jour de la CDD-16, et ont dialogué avec les Grands Groupes.

DISCUSSIONS THEMATIQUES

LE DEVELOPPEMENT RURAL: Le vice-président de la CDD-16, Ojdanic, présidait la séance. Des débats ont suivi l'introduction du rapport (E/CN.17/2008/4) par le secrétariat. Olivier Belle (président de la Commission sur le statut des femmes) a appelé à une implication active des femmes dans les activités et prises de décisions communautaires. Taghi Farvar (UICN) a parlé des obstacles rencontrés par les pauvres et les communautés autochtones des zones rurales. Yacine Diagne (ENDA Tiers Monde) a déclaré que les agriculteurs ont besoin d'instruments simples, et a souligné les liens entre la disponibilité et la productivité de l'énergie rurale. Naresh Singh (Commission sur l'habilitation juridique des pauvres) a passé en revue les recommandations à présenter aux Nations Unies, le 3 juin 2008 et, notamment, la suggestion de se concentrer sur la vulnérabilité et les changements systémiques qui traitent les relations avec le pouvoir et qui ont la confiance des pauvres. Jeanette Gurung (Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management) a recommandé d'investir dans les femmes en tant que gestionnaires environnementales et en tant qu'agricultrices, et a annoncé qu'un réseau de ministres femmes de l'agriculture verra le jour la semaine prochaine.

Le G-77/CHINE a appelé à l'adoption d'une approche intégrée et à l'instauration d'un environnement favorable au développement international. L'UE a parlé de sa politique de promotion du rôle multifonctionnel de l'agriculture. Le GROUPE DE RIO a parlé de 12 domaines d'action, y compris l'utilisation de microcrédits et des programmes d'appui ciblés. Les PEIDP ont appelé à des approches intégrées et sectorielles. Le GROUPE AFRICAÏN a déclaré que l'Afrique n'est pas sur la voie de la réalisation des OMD, et a suggéré de diversifier les économies rurales. L'INDE a souligné l'impact positif du développement institutionnel dans la réduction de la pauvreté. L'IRAN s'est focalisé sur les communautés des zones arides et a encouragé une édification basée sur leurs savoirs traditionnels. L'AFRIQUE DU SUD a parlé de sa politique nationale et de ses efforts fondés sur la loi du marché. La CHINE a déclaré qu'elle est le premier pays en développement à réaliser l'objectif de la réduction de la pauvreté, inscrit dans le cadre des OMD. La FEDERATION DE RUSSIE a encouragé l'utilisation de kits-outils avec les mécanismes de financement et des stratégies de marché, et a parlé de l'importance de la disponibilité de données et d'indicateurs économiques et environnementaux permettant d'évaluer le développement. Le CANADA a parlé de ses efforts fournis, en particulier, en faveur des Premières Nations.

Le MAROC a introduit ses 600 projets de développement rural et a appelé les donateurs à fournir une aide financière. Le délégué des ETATS-UNIS a mis l'accent sur le besoin d'un développement

économique et sur sa diversité dans les zones rurales. Le ZIMBABWE a suggéré d'améliorer le développement rural, la promotion des femmes, la planification rurale, la décentralisation et l'accès des agriculteurs aux marchés. Le représentant de COMMERCE ET INDUSTRIE a décrit les efforts déployés, en Chine, par le secteur des affaires, dans le domaine de la lutte contre la désertification. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a souligné l'importance de la collecte des données pour des prises de décisions éclairées.

La SUISSE a décrit les domaines de son APD, y compris des projets dans les régions montagneuses et dans la promotion des femmes. L'INDONESIE a mis en exergue l'eau et l'assainissement, l'information, les services bancaires, l'éducation, la réduction de la pauvreté et le développement économique, dans les zones rurales.

L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL: Le vice-président de la CDD-16, Suintizo-Sandoval, présidait la séance. Piragibe dos Santos Tarragö (Brésil) a souligné le besoin d'élaborer des règles, de lever les restrictions et les distorsions, d'éliminer les subventions et parachever la libéralisation totale du commerce des produits agricoles. He Maochun (Université de Tsinghua, Chine) a appelé à une expansion des programmes d'aide des pays industrialisés. Christ Leaver (Oxford College) a parlé des innovations agricoles du passé et a souligné le potentiel futur de la génomique. Le sénateur Edgardo Angarra (Philippines) a encouragé les pays industrialisés à honorer les engagements du Doha Round et de l'Uruguay Round. John Pender (International Food Policy Research Institute) a proposé des méthodes pour inverser les spirales descendantes dans la productivité agricole, l'érosion des sols et la paupérisation en Afrique sub-saharienne.

L'INDE, le VENEZUELA, le TOGO et le MAROC ont décrit leurs initiatives, plans, programmes et expériences dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. La NORVEGE a souligné le rôle multifonctionnel de l'agriculture. La REPUBLIQUE DE COREE a suggéré la conduite d'une évaluation scientifique des avantages et des inconvénients des biocarburants. Le représentant des ENFANTS ET DES JEUNES a appelé à une révolution complète du développement rural et l'implication des jeunes.

La LIBYE a mis en relief ses initiatives, y compris l'investissement en Afrique sub-saharienne. La THAILANDE a parlé de sa politique nationale qui vise la suffisance économique, la modération de la consommation et la gestion prudente. La SUISSE a suggéré de changer les modes de consommation, en utilisant les produits de l'agriculture durable. Le délégué des ETATS FEDERES DE MICRONESIE a encouragé l'intégration des risques potentiels des changements climatiques dans les programmes. Le représentant des AGRICULTEURS a proposé l'utilisation de la bioénergie et la collecte de données concernant, entre autres, le changement d'affectation des terres et les effets des gaz à effet de serre. La PALESTINE a parlé des effets de l'occupation étrangère. La MALAISIE a appelé à l'instauration d'un secteur agricole compétitif, et de production à grande échelle. La REPUBLIQUE TCHEQUE a parlé de l'utilisation d'une assurance agricole comme stratégie pour amoindrir le risque. L'ARABIE SAOUDITE a expliqué la manière dont les nouvelles technologies de l'eau ont amélioré l'agriculture.

Le SENEGAL a décrit son programme national, y compris les fonds pour le développement local. ISRAËL a réitéré l'importance du traitement des eaux usées, de la réutilisation et du recyclage de l'eau. Le MALAWI a signalé qu'il a fourni des semences aux pauvres des zones rurales et qu'il y a formé des agriculteurs. Le porte-parole des PEIDP a parlé du besoin de développer davantage les industries et l'infrastructure. La MAURITANIE a appelé les pays industrialisés à soutenir le développement agricole. Le BRÉSIL a plaidé en faveur des biocombustibles.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a attiré l'attention sur les difficultés des travailleurs immigrés. CUBA a détaillé la nature systémique globale des défis à relever dans la réduction de la pauvreté, l'agriculture et le développement rural. La GUYANE a déclaré que le repositionnement de l'agriculture de la région dépend de la mise en place d'un environnement international favorable.

DISCUSSIONS REGIONALES

ASIE ET PACIFIQUE: Cette séance était présidée par le vice-président Tharyat qui a présenté le rapport de la réunion d'application régionale (RAR) de l'Asie et du Pacifique (E/CN.17/2008/12/Add.2). Sanjay Kumar (Inde) a décrit les conclusions concernant l'érosion des sols, la sécheresse et la désertification, et a parlé de l'expérience de l'Inde dans la lutte contre ces phénomènes. Elenita Dano (Réseau Tiers Monde) s'est félicité de l'ouverture des RAR à la société civile. Meena Bigli (Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management) a déclaré que la production de biocombustibles est en concurrence avec la production alimentaire et qu'elle exige une approche prudente. Le représentant des ENFANTS ET DES JEUNES a déclaré que les jeunes sont les premiers à être touchés durant la crise alimentaire. Le délégué du COMMERCE ET INDUSTRIE a souligné que les entrepreneurs ruraux en Chine ont commencé des projets d'allègement de la pauvreté. La THAÏLANDE a déclaré que la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique doivent être équilibrées. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a souligné le besoin d'un soutien continu aux pays en développement. Le délégué des AGRICULTEURS a noté que la décision de produire des denrées alimentaires ou des biocombustibles est dictée par le marché. La REPUBLIQUE DE COREE a suggéré de déterminer les voies et moyens de réduire l'impact environnemental de l'agriculture. Le porte-parole des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a mis en garde contre le projet planifié de mine d'uranium en Inde. Le BANGLADESH a souligné la vulnérabilité de la région aux changements climatiques. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a souligné qu'il est temps d'agir.

AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES: Cette séance était présidée par le vice-président Santizo-Sandoval. Ana Bianchi (Argentine) a présenté le rapport du second Forum d'application régional sur le développement durable (E/CN.17/2008/12/Add.3) et a mis en relief la diversité de la région. Marianne Schaper (CEPALC) a parlé des évolutions négatives sur les fronts social et environnemental, et des vulnérabilités de l'agriculture. Sergio Zelaya (point focal de la CLD pour l'ALC) a parlé du nouveau plan stratégique décennal. Un exposé élaboré par Teresita Borges Hernández (Cuba) a été lu par le secrétariat. Il décrit les vulnérabilités et les difficultés de la région.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a posé la question de savoir pourquoi les normes de l'OIT ne sont pas examinées. Le représentant des AGRICULTEURS a souligné l'importance des fonds publics pour le développement rural. Le représentant du COMMERCE ET INDUSTRIE a déclaré que la formation sur le tas est essentielle. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a fait part de ses réserves à l'égard des interventions en faveur de l'agriculture industrielle. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a souligné l'importance d'un accroissement de la connaissance des bonnes pratiques. La BARBADE a souligné le besoin de traiter l'impact des subventions pour la réunion de Doha sur le financement du développement. Le VENEZUELA a souligné le besoin de parachever le round de Doha.

CEE/NU: Cette séance était présidée par le vice-président Daniel Carmon. Violeta Ivanov (ministre de l'écologie et des ressources naturelles de Moldavie) a présenté la contribution régionale de la CEE/NU (E/CN.17/2008/12/Add.5). Colien Hefferan (Etats-Unis) a parlé des initiatives agricoles des Etats-Unis et a souligné l'importance de rattacher les connaissances à l'action. Elisabeth Gauffin (présidente de la Fédération des agriculteurs suédois) a appelé à des prix plus élevés pour les produits des agri-

culteurs, à des organisations d'agriculteurs plus fortes, et à davantage de stabilité pour les agriculteurs. Peter Creuzer (Agency for Geoinformation, Land Development and Real Estate, Hanovre, Allemagne) a mis l'accent sur le renforcement des partenariats avec l'Afrique. Nadine Gouzee (Belgique) a souligné les liens entre les modes de production et de consommation et la croissance économique.

L'UE a noté que les observations des présentateurs sur l'Europe coïncidaient avec celles émises sur l'Afrique, et a indiqué que ces points pouvaient constituer les fondations d'une coopération. Le BELARUS a déploré le fait que les travailleurs agricoles soient les travailleurs les moins payés de tous les secteurs. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a fait état de la situation précaire des travailleurs agricoles européens et nord-américains. L'Autriche a souligné le rôle significatif des communautés autochtones et locales. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné l'importance de l'agriculture intensive pour répondre à la demande accrue de produits alimentaires. BALTIC 21 a parlé de ses efforts visant à promouvoir des communautés rurales socialement intégrées. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a parlé des défis posés par l'augmentation du chômage rural.

DIALOGUE AVEC LES GRANDS GROUPES: La séance était présidée par le vice-président Ojdic. La représentante des FEMMES a parlé des expériences et des difficultés de l'agriculture à petite échelle. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a encouragé une participation accrue des jeunes dans les délégations gouvernementales. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a encouragé les partenariats avec les gouvernements dans le domaine de la gestion des terres et des ressources, et a mis en exergue la vulnérabilité des communautés autochtones face à la mondialisation, aux cultures industrielles et aux changements climatiques. Le porte-parole des ONG a souligné que la crise alimentaire n'est pas une surprise, vu qu'on la voyait venir depuis plusieurs années.

Le délégué des PAYS-BAS a souligné le caractère unique du dialogue avec les Grands Groupes, sentiment réitéré par la Belgique et l'Autriche, qui ont encouragé la présentation de suggestions concrètes sur l'implication des jeunes dans le développement durable, et sur les manières d'améliorer le rôle des Grands Groupes dans la CDD.

Le délégué des COLLECTIVITES LOCALES a parlé du défi consistant à traduire les lignes directrices des politiques internationales au niveau local et a souligné le besoin d'un pouvoir et de ressources à cet échelon. Le NIGERIA a appelé l'ensemble des gouvernements à aller au-delà des politiques. Soulignant l'impératif de protéger les travailleurs, le délégué des SYNDICATS des travailleurs a indiqué que 40000 travailleurs meurent chaque année d'empoisonnement par les pesticides, et a déclaré que la quantité de produits chimiques utilisés devrait être réduite. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné les efforts fournis par son pays pour l'intégration des dispositions environnementales dans les accords du commerce international.

Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a parlé de l'utilité des technologies pour le traitement des pertes de l'avant et de l'après récolte. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a souligné l'alignement des agriculteurs et des science et technologie. Le délégué des AGRICULTEURS a souligné le besoin de démystifier la science et de transférer les connaissances aux agriculteurs.

DANS LES COULOIRS

Les participants à la CDD-16 étaient nombreux aux séances thématiques sur l'agriculture et le développement rural, tandis qu'aux séances des discussions régionales, la présence était clairsemée, consistant principalement en des représentants des régions et des grands groupes sociaux. Des observations ont été entendues sur le dilemme sempiternel de la CDD – comment promouvoir au mieux le dialogue interactif? De nombreux participants ont apprécié les exposés qui ont ouvert chacune des séances, mais ont été déçus du fait que les débats qui les ont suivis aient consisté principalement en des déclarations préparées à l'avance, même si, par ailleurs, ils ont souligné qu'un tas d'informations à "examiner" y ont été présentés. D'autres ont suggéré qu'une approche plus dynamique de la part des présidents des séances ou une configuration alternative de salles auraient pu aider. N'empêche, la fin de la réunion a vu jaillir un dialogue vif avec les Grands Groupes, signe que le mode peut évoluer dans les jours à venir.